

Rwanda : des survivants témoignent

Jean Chatain

L'Humanité, 9 mai 1994

De notre envoyé spécial au Rwanda.

VERS Byumba, ville martyre mais libérée (située à 70 kilomètres au nord-est de Kigali), les réfugiés convergent de Kigali et d'autres zones encore aux mains des forces gouvernementales. Parmi eux, les rescapés des vagues d'assassinats politiques perpétrés par la GP (garde présidentielle) au début des massacres. Tous les partis autres que ceux dépendant de la dictature ont été décapités. Des centaines de militants et responsables de ces formations ont été tués en l'espace de quelques heures. Ils étaient tutsis, hutus ou twas, le « *critère* » des meurtriers n'étant pas l'appartenance à telle ou telle communauté, mais celle à un parti d'opposition.

J'ai rencontré plusieurs de ces rescapés, représentant les quatre forces politiques d'opposition présentes dans le gouvernement de transition élargie (GTE) du général Habyarimana. La plupart de leurs ministres ont été assassinés à leur domicile au cours de la nuit du 6 au 7 et la journée du 7 avril.

Devant moi, voici Pierre Rwangabo et le docteur Canisius Mungakuzwe, membres du Parti social-démocrate

(PSD), créé le 1er juillet 1991; Jean Nepo Nayinzira, ministre de l'Environnement et du Tourisme dans le GTE, président du Parti démocrate chrétien (PDC), créé le 16 novembre 1990, le seul chef de parti ayant échappé à la tuerie; le docteur Joseph Nsengimana, professeur d'université, membre du conseil national du Parti libéral (PL), fondé le 14 juillet 1991; Eugène Mdahajo, membre du Mouvement démocratique rwandais (MDR), créé le 1er juillet 1991.

Tous ces partis politiques ont été décimés et leurs cadres survivants dispersés dans un pays privé de moyens de communications (plus un seul téléphone ne fonctionne au Rwanda). On ne peut donc considérer les propos que je rapporte comme des déclarations engageant des formations politiques au sens où on l'entend en France. Elles n'en sont pas moins représentatives de ces familles de pensée opposées à la dictature. Elles convergent toutes sur un diagnostic : les massacres avaient été préparés de longue date et le « *gouvernement* » actuel ne mérite qu'un seul qualificatif, celui de gang d'assassins. Voici leurs témoignages.